

Les pays émergents ont vu 858 milliards s'évaporer en 2010

Selon une étude de l'association américaine Global Financial Integrity (GFI), les pays en développement auraient vu pas moins de 858 milliards de dollars de fonds de la corruption, du crime et de l'évasion fiscale passer leurs frontières pour le seul exercice 2010. Si ce type de chiffre est évidemment à manier avec des pincettes, étant donnés les biais liés à l'opacité de ces flux, il n'en reste pas moins vrai que la tendance va crescendo. Selon GFI, cette fuite de capitaux est en hausse de 10 %, par rapport à 2009, où ces fonds ont été évalués à 776 milliards de dollars. Malgré, une fois encore, toutes les précautions dont il faut faire preuve, l'étude dégage un « *chiffre choc* ». Elle estime à près de 6.000 milliards ces « sorties illicites » sur la période 2001-2010.

Mais où va donc se cacher cet argent ? Pour Raymond Baker, le patron de GFI, ces fonds « *nocifs* » filent tout droit « *dans les paradis fiscaux et les banques des pays développés* ». Il constate ainsi que ces flux sont de plus en plus importants alors que la sphère économique mondiale peine, de manière générale, à relancer la croissance. Avant d'y voir « *un signal d'alarme* » aux dirigeants mondiaux, appelés à intensifier leur lutte contre « *ce fléau* ». Dans la même veine, l'économiste Sarah Freitas, co-auteur de l'étude, déplore les conséquences de cette fuite de capitaux, qui auraient pu « *être utilisés pour sortir les gens de la pauvreté ou sauver des vies* ».

Dans son enquête, GFI élabore également un classement des pays les plus touchés par ces exodes des fonds illicites en 2010. Avec 420 milliards, la Chine arrive – de très loin – en pole position. Ce qui équivaut à 7,1 % de son PIB du pays cette même année (5.878 milliards de dollars). La Malaisie, le Mexique et la Russie complètent ce classement, avec des fuites de fonds respectives de 64, 51 et 43 milliards de dollars.

Reste que le cas chinois n'est guère surprenant, tant le pays a récemment été miné par des scandales de corruption, impliquant les plus hautes sphères politiques du pays. Ces cinq dernières années, Pékin a affirmé avoir sanctionné quelques 660.000 cadres du Parti communiste chinois (PCC). Le nouveau « *grand timonier* », Xi Jinping (au passage dans le collimateur de l'agence Bloomberg, qui a estimé sa fortune personnelle à plusieurs centaines de millions de dollars) a ainsi fait de la lutte contre la corruption une « *priorité* ». Lors de son premier discours devant le nouveau Bureau politique du parti communiste à la mi-novembre, il a reconnu que le problème se faisait « *plus aigu* » et menaçait « *de détruire in fine le parti et le pays* ».

L'étude de GFI est dans notre base « [Ressources](#) », rubrique [Institutions et Organisations internationales](#), [Global Financial Integrity](#), études.